

Contrôle technique routier des véhicules utilitaires circulant dans la Communauté

1998/0097(COD) - 14/10/1999 - Proposition législative modifiée

La proposition modifiée de la Commission retient 11 des 17 amendements adoptés par le Parlement européen en première lecture. Il s'agit des amendements visant à: - élargir la portée du texte en remplaçant le mot "exploitants" par "entreprises", - prévoir que les documents concernés par le contrôle sont standardisés afin d'éviter tout problème linguistique, - préciser que les contrôles techniques peuvent être combinés avec d'autres contrôles réglementaires des véhicules utilitaires circulant sur la voie publique, - imposer aux États membres d'informer officiellement la Commission de l'organisation des contrôles techniques routiers et obliger la Commission à communiquer au Parlement les résultats de l'examen bisannuel de la mise en oeuvre du programme, - prévoir l'exemption du véhicule d'un contrôle ultérieur s'il a subi un contrôle récent (au cours des trois derniers mois), - introduire une nouvelle disposition exigeant d'établir des statistiques des véhicules admis au contrôle technique et de rendre l'immobilisation du véhicule pour contrôle la plus brève possible, - prévoir que les autorités compétentes se communiquent les noms des services qui réalisent les contrôles ainsi que des personnes servant de point de contact, - préciser que les infractions constatées sur un véhicule sont poursuivies conformément à la législation applicable dans l'État membre où l'infraction a été constatée, - faire des fuites de gas-oil et/ou d'huile un motif de non-conformité.